

CANADA
Province of Québec
District of: Québec
Division No.: 18-Terrebonne
Court No.: 700-11-013149-127
Estate No.: 41-1598918

SUPERIOR COURT
Bankruptcy and Insolvency Act

Notice of Proposal to Creditors
(Section 51 of the Act)

In the matter of the proposal of
9135-2310 Québec Inc.
Of the City of Oka
In the Province of Québec

Take notice that 9135-2310 Québec Inc. of the City of Oka in the Province of Québec has lodged with us a proposal under the Bankruptcy and Insolvency Act.

A copy of the proposal, a condensed statement of the debtor's assets and liabilities, and a list of the creditors affected by the proposal and whose claims amount to \$250 or more are enclosed herewith.

A general meeting of the creditors will be held at the Office of the Superintendent of Bankruptcy, 5 Place Ville-Marie, 8th Floor, Montréal, Québec, on September 27, 2012 at 11:00 a.m.


The creditors or any class of creditors qualified to vote at the meeting may by resolution accept the proposal either as made or as altered or modified at the meeting. If so accepted and if approved by the court the proposal is binding on all the creditors or the class of creditors affected.

Proofs of claim, proxies and voting letters intended to be used at the meeting must be lodged with us prior to the commencement of the meeting.

Dated at Montréal in the Province of Québec, September 14, 2012.

RSM Richter Inc. - Trustee

Per:



Per
Gilles Robillard, CPA, CA, CIRP
1981 McGill College Avenue, 12th Floor
Montréal, Québec H3A 0G6
Phone: 514.934.3400 Fax: 514.934.3504

(français - recto)

C A N A D A

DISTRICT DE QUÉBEC
Division no : 18- TERREBONNE

No cour: 700-11-013149-127
No dossier : 41- 1598918

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

**DANS L'AFFAIRE DE L'AVIS D'INTENTION DE
FAIRE UNE PROPOSITION DE :**

9135-2310 QUÉBEC INC. Personne morale,
légalement constituée ayant son siège au 63,
Notre-Dame, à Oka, province de Québec, J0N 1E0

Débitrice

et

RSM RICHTER INC., ayant une place d'affaires au
1981, avenue McGill College, 11^e étage, en les
ville et district de Montréal, province de Québec,
H3A 0G6;

Syndic - requérant

et

SURINTENDANT DES FAILLITES, 5, place Ville-
Marie, 8^e étage, pièce 800, Montréal, district de
Montréal, province de Québec, H3B 2G2.

PROPOSITION

NOUS, 9135-2310 Québec Inc. (« **Débitrice** » ou « **Société** »), la Débitrice, nommée ci-dessus, soumettons par les présentes la proposition suivante en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* :

1 **Définitions** : Pour les fins de la présente proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, les termes suivants auront les sens suivants :

1.1 « **Loi** » : désigne la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, R.S.C. 1985, c. B-3, telle que modifiée.

- 1.2 « **Réclamations de la Couronne** » : aux fins de cette Proposition, les Réclamations de la Couronne seront limitées aux réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province décrites à l'alinéa 60 (1.1) de la Loi qui étaient non réglées à la Date de la Proposition.
- 1.3 « **Date de la Proposition** » : pour toutes fins des présentes, la Date de la Proposition sera réputée être la date de production de l'avis d'intention de faire une proposition, notamment le.
- 1.4 « **Réclamations des Employés** » : désigne toutes sommes que des employés ou anciens employés seraient en droit de recevoir en vertu de l'alinéa 136(1)(d) de la Loi, dans l'éventualité où la Débitrice deviendrait faillie à la Date de la Proposition.
- 1.5 « **Créances Chirographaires** » : désigne les réclamations autres que des Réclamations Garanties, des Réclamations des Employés, des Réclamations de la Couronne et des Réclamations Privilégiées. Pour plus de certitude, mais sans toutefois limiter la généralité de ce qui précède, les Créances Chirographaires comprendront les réclamations de quelque nature que ce soit, qu'elles soient dues pour paiement ou non à la Date de la Proposition, y compris les réclamations éventuelles et non liquidées (une fois quantifiées) découlant de toute opération conclue par la Débitrice avant la Date de la Proposition. De plus, les Créances Chirographaires comprendront les réclamations pour défaut contractuel quant à toute obligation contractée avant la Date de la Proposition, quelle que soit la date à laquelle un tel défaut est survenu, pour autant qu'un tel défaut soit survenu avant la Date de la Proposition.
- 1.6 « **Créanciers Chirographaires** » : désigne toute personnes ayant une Créance Chirographaire.
- 1.7 « **Réclamations Privilégiées** » : désigne les réclamations décrites aux alinéas 136(1)(a) à 136(1)(j) de la Loi, c'est-à-dire les réclamations dont la Loi prévoit le règlement de toutes les autres réclamations lors de la distribution des biens d'un failli, à l'exception des Réclamations des Employés.
- 1.8 « **Créanciers Privilégiés** » : désigne toute personne ayant une Réclamation Privilégiée.
- 1.9 « **Honoraires** » : désigne les honoraires, dépenses, pertes et obligations du Syndic et du séquestre intérimaire (si un séquestre intérimaire est nommé) ainsi que les frais juridiques, comptables et de consultation à l'égard de la Proposition, y compris, sans restriction, les conseils prodigués à la Débitrice à l'égard de la Proposition.
- 1.10 « **Proposition** » : désigne cette proposition ou toute modification de celle-ci, lesquelles modifications peuvent être apportées en tout temps avant un vote des créanciers à l'égard de la Proposition, ou par les tribunaux au moment de l'homologation de la Proposition.

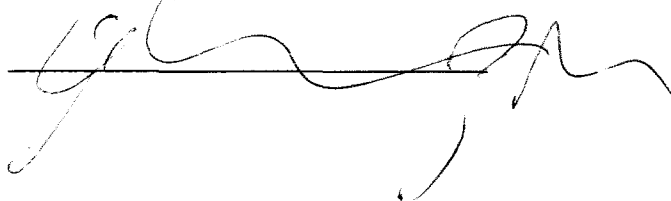
- 1.11 « **Réclamations Garanties** » : désigne les réclamations des Créanciers Garantis, jusqu'à concurrence de la valeur de la sûreté détenue par les Créanciers Garantis, telle qu'elle est évaluée par la Débitrice ou établie par les tribunaux.
- 1.12 « **Créanciers Garantis** » : tel que défini à l'article 2 de la Loi, en autant que la sûreté ou garantie serait opposable à un syndic de faillite si la Débitrice était devenue faillie à la date de la Proposition.
- 1.13 « **Syndic** » : désigne RSM Richter Inc., ayant une place d'affaires au 1981, avenue McGill College, 11^e étage, en les ville et district de Montréal, province de Québec, H3A 0G6.
- 2 **Réclamations des Employés** : Les Réclamations des Employés seront payées en totalité, immédiatement après l'approbation de la proposition par les tribunaux.
- 3 **Réclamations de la Couronne** : Les Réclamations de la Couronne seront payées en totalité, dans les six mois suivant l'approbation de la Proposition par les tribunaux, ou selon des ententes qui pourraient par ailleurs être conclues avec la Couronne.
- 4 **Honoraires** : Les Honoraires seront payés par la Débitrice en priorité de toutes les autres réclamations des Créanciers Privilégiés et des Créanciers Chirographaires.
- 5 **Réclamations Garanties** : Les Créanciers Garantis seront payés conformément aux contrats existants ou selon des ententes qui pourraient par ailleurs être conclues avec les Créanciers Garantis. Pour une meilleure certitude, la Proposition ne s'adresse pas aux Créanciers Garantis et les Créanciers Garantis ne seront pas liés par celle-ci en ce qui concerne leur Réclamation Garantie, pour autant que ladite Réclamation Garantie ait été acceptée par le Syndic ou déterminée par le tribunal en conformité des dispositions de l'article 135 de la Loi.
- Par ailleurs, les créanciers détenant une Réclamation Garantie seront autorisés à évaluer leur sûreté, exercer un droit de vote et participer à tout dividende prévu aux termes de la Proposition comme Créancier Chirographaire, pour le montant de la réclamation qui excède la valeur de la sûreté détenue par le Créancier Garanti, telle qu'acceptée par la Débitrice ou le Syndic ou déterminée par le tribunal.
- 6 **Réclamations subséquentes** : Les réclamations faites à l'égard de biens fournis, de services rendus ou d'autres contreparties données à la Débitrice après la Date de la Proposition, incluant (sans que ceci soit limitatif) les salaires et autres compensations des employés, seront payées en totalité par la Débitrice dans le cours normal des affaires, et selon les conditions prévalant dans le marché.
- 7 **Réclamations Privilégiées** : Les Réclamations Privilégiées seront payées (sans intérêt) en totalité, en priorité de toutes les réclamations des Créanciers Chirographaires, au moment de l'approbation de la Proposition par les tribunaux ou selon les ententes qui pourraient par ailleurs être conclues avec chacun des Créanciers Privilégiés.

- 8 **Créanciers Chirographaires** : Le règlement des réclamations des Créanciers Chirographaires s'effectuera de la façon suivante :
- 8.1 Les Créanciers Chirographaires recevront, en règlement complet et final de leurs réclamations, le produit découlant des sources suivantes, après les paiements requis aux termes des paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 des présentes :
- 8.1.1 Le produit net réalisé par la Débitrice à la vente de ses actifs qu'elle détient directement ou indirectement.
- 8.1.2 Le produit du recouvrement des comptes clients de la Débitrice.
- 8.2 Les sommes à verser aux Créanciers Chirographaires seront payées de temps à autres à même les fonds entre les mains du Syndic, mais pourvu qu'il conserve toute somme qui pourrait être nécessaire pour acquitter les frais d'administration ou autres.
- 9 **Réclamations contre les administrateurs** : En conformité des dispositions de l'article 20(13) de la Loi, l'acceptation de la Proposition par les créanciers aura pour effet de régler définitivement sans paiement additionnel toutes les obligations auxquelles les administrateurs en poste à la Date de la Proposition pourraient, ès qualités être responsables en droit, en ce qui concerne toute réclamation qui serait antérieure à la Date de la Proposition, ou découlant de celle-ci étant entendu toutefois que les présentes ne doivent pas être interprétées comme une admission d'une quelconque responsabilité ou obligation de la part des administrateurs en poste à la Date de la Proposition, ces responsabilités ou obligations étant spécifiquement niées.
- 10 **Transactions Révisables, Paiements Préférentiels, etc.** : Les dispositions des articles 91 à 101 de la Loi, concernant les paiements préférentiels, les dispositions d'actif ainsi que les transactions révisables, sont exclus de la présente proposition, de même que les recours en inopposabilité prévus au Code civil du Québec.
- 11 **Syndic** : Toutes les sommes payables aux créanciers aux termes de la Proposition, notamment les paiements dont il est fait mention aux paragraphes 7 et 8 de la Proposition, seront versées au Syndic, lequel effectuera les versements de dividendes, le tout conformément à la Proposition.
- 12 **Recouvrement de deniers** : Le syndic est autorisé à intenter des requêtes en recouvrement de deniers en Chambre commerciale dans les cas où les clients redevables de sommes d'argent envers la Débitrice refusent de lui payer lesdites sommes.

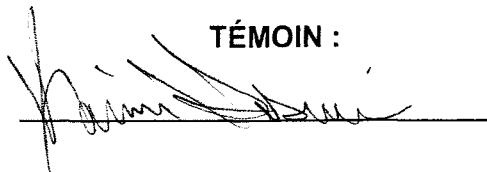
13 **Titres** : Les rubriques ou titres des présentes ne sont donnés qu'à des fins pratiques pour le lecteur. À ce titre, ils ne font pas partie intégrante de la Proposition et n'ont aucune valeur pour les fins d'interprétation de la Proposition.

DATÉ DE MONTRÉAL, ce 6^e jour de septembre 2012

9135-2310 QUÉBEC INC

A handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is stylized and appears to be a first name followed by a last name.

TÉMOIN :

A handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is stylized and appears to be a first name followed by a last name.

District of: Quebec
 Division No. 18 - Terrebonne
 Court No. 700-11-013149-127
 Estate No. 41-1598918

 Original Amended

Form 78

Statement of Affairs (Business Proposal) made by an entity
 (Subsection 49(2) and Paragraph 158(d) of the Act / Subsections 50(2) and 62(1) of the Act)

In the matter of the Proposal of
 9135-2310 Québec Inc.
 Of the City of Oka
 In the Province of Quebec

To the debtor

You are required to carefully and accurately complete this form and the applicable attachments showing the state of your affairs on the date of the filing of your proposal (or notice of intention, if applicable), on the 6th day of March 2012. When completed, this form and the applicable attachments will constitute the Statement of Affairs and must be verified by oath or solemn declaration.

LIABILITIES (as stated and estimated by the officer)	ASSETS (as stated and estimated by the officer)
1. Unsecured creditors as per list "A"	1. Inventory
339,506.96	0 00
Balance of secured claims as per list "B"	2. Trade fixtures, etc.
1,467.57	0 00
Total unsecured creditors	3. Accounts receivable and other receivables, as per list "E"
340,974.53	Good
2. Secured creditors as per list "B"	0 00
311,500.00	Doubtful
3. Preferred creditors as per list "C"	0 00
0.00	Bad
4. Contingent, trust claims or other liabilities as per list "D"	0 00
estimated to be reclaimable for	Estimated to produce
0.00	0 00
Total liabilities	4. Bills of exchange, promissory note, etc., as per list "F"
652,474.53	0 00
Surplus	5. Deposits in financial institutions
NIL	0 00
	6. Cash
	0 00
	7. Livestock
	0 00
	8. Machinery, equipment and plant
	0 00
	9. Real property or immovable as per list "G"
	261,500.00
	10. Furniture
	0 00
	11. RRSPs, RRIFs, life insurance, etc.
	0 00
	12. Securities (shares, bonds, debentures, etc.)
	0 00
	13. Interests under wills
	0 00
	14. Vehicles
	0 00
	15. Other property, as per list "H"
	122,981.00
	If debtor is a corporation, add:
	Amount of subscribed capital
	100.00
	Amount paid on capital
	100.00
	Balance subscribed and unpaid
	0 00
	Estimated to produce
	0 00
	Total assets
	384,481.00
	Deficiency
	267,993.53

I, Claude Pépin, of the Ville of Saint-André-d'Argenteuil in the Province of Quebec, do swear (or solemnly declare) that this statement and the attached lists are to the best of my knowledge, a full, true and complete statement of my affairs on the 6th day of September 2012 and fully disclose all property of every description that is in my possession or that may devolve on me in accordance with the Act.

SWORN (or SOLEMNLY DECLARED)

before me at the City of Montréal in the Province of Quebec, on this 6th day of September 2012.

(Signed)

Karyn Torne, Commissioner of Oaths
 For the Province of Quebec
 Expires Sep 28, 2014

(Signed)

Claude Pépin

District de: Québec
 No division: 18 - Terrebonne
 No cour: 700-11-013149-127
 No dossier: 41-1598918

FORM 78 – Suite

Liste "A"
 Créanciers Non Garantis

9135-2310 Québec Inc.

No.	Nom du créancier	Adresse	Réclamation non garantis	Balance de réclamation	Total réclamation
1	BUDGET PROPANE (1998) INC.	683 CH. LAROCQUE VALLEYFIELD QC J6T 4E1	4,000.00	0.00	4,000.00
2	CAISSE DESJARDINS DU LAC DES DEUX-MONTAGNES 4530 9203 7908 5004	EDIFICE VEZINA 100, RUE NOTRE-DAME OKA QC J0N 1E0	25,000.00	0.00	25,000.00
3	DAIGNEAULT PLANTE & ASSOCIES	275, BOUL. DES BRAVES, BUR. 200 TERREBONNE QC J6W 3H6	1,839.39	0.00	1,839.39
4	HYDRO QUEBEC	140 BOUL. CREMAZIE OUEST MONTREAL QC H2P 1C3	0.00	0.00	0.00
5	MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC (TPS/TVQ) Attr: SERVICE DES FAILLITES ET PROPOSITIONS	SECTEUR R23CPF, 3E ETAGE 1600 RENE-LEVESQUE O. MONTREAL QC H3H 2V2	22,767.57	0.00	22,767.57
6	MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC Attr: SERVICE DES FAILLITES ET PROP.	SECTEUR R23CPF, 3E ETAGE 1600 RENE-LEVESQUE O. MONTREAL QC H3H 2V2	0.00	1,467.57	1,467.57
7	PRUD'HOMME, PHILIPPE	1184, RUE DES CARTES BOISBRIAND QC J7G 2Z2	285,900.00	0.00	285,900.00
8	SERVICES DE CARTES DESJARDINS 4530 9203 7908 5004	C.P. 8601 SUCC. CENTRE-VILLE MONTREAL QC H3C 3V2	0.00	0.00	0.00
Total:			339,506.96	1,467.57	340,974.53

06-sep-2012

Date

Claude Pépin

District de: Québec
 No division: 18 - Terrebonne
 No cour: 700-11-013149-127
 No dossier: 41-1598918

FORM 78 -- Suite

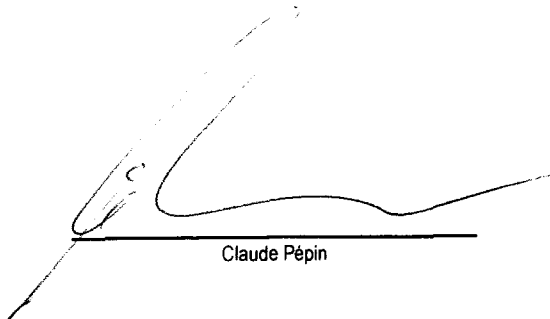
Liste "B"
 Créanciers Garantis

9135-2310 Québec Inc.

No.	Nom du créancier	Adresse	Montant de la réclamation	Détails de la garantie	Date de la garantie	Évaluation de la garantie	Surplus estimatif de la garantie	Solde non-garanti de la réclamation
1	JOLICOEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	900-2001, AVE MCGILL COLLEGE MONTREAL QC H3A 1G1	25,000.00	Autre - Placements -Busch Marine Inc.		25,000.00	72,981.00	
2	MINISTERE DU REVENU DU QUEBEC Attr: SERVICE DES FAILLITES ET PROP.	SECTEUR R23CPF, 3E ETAGE 1600 RENE-LEVESQUE O. MONTREAL QC H3H 2V2	16,035.57	Immeubles et biens réels - Édifice et terrain - Oka - 63, rue Notre-Dame		14,568.00		1,467.57
3	PLACEMENTS J.M.F. INC. (LES)	465, RUE DU DOMAINE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE QC J3V 4Z7	246,932.00	Immeubles et biens réels - Édifice et terrain - Oka - 63, rue Notre-Dame		246,932.00		
4	RSM RICHTER INC.	12E ETAGE 1981, AVE. MCGILL COLLEGE MONTREAL QC H3A 0G6	25,000.00	Autre - Placements -Busch Marine Inc.		25,000.00		
Total:			312,967.57			311,500.00	72,981.00	1,467.57

06-sep-2012

Date


 Claude Pépin

THIS INFORMATION SHEET IS SUPPLIED IN ORDER TO ASSIST YOU IN COMPLETING THE PROOF OF CLAIM FORM

- The proof of claim must be signed by the individual completing the form.
- The signature of the claimant must be witnessed.
- Give the complete address (including postal code) where all notices and correspondence are to be forwarded.
- The amount on the statement of account must agree with the amount claimed on the proof of claim.

PARAGRAPH 1 OF THE PROOF OF CLAIM

- If the individual completing the proof of claim is not the creditor himself, he must state his position or title.
- The creditor must state the full and complete legal name of the Company or the claimant.

PARAGRAPH 3 OF THE PROOF OF CLAIM

- A detailed statement of account must be attached to the proof of claim and must show the date, the invoice number and the dollar amount of all the invoices or charges, together with the date, the number and the amount of all credits or payments. A statement of account is not complete if it begins with an amount brought forward. In addition, a creditor must indicate his/her address, phone number, fax number and E-mail address.

PARAGRAPH 4 OF THE PROOF OF CLAIM

- An unsecured creditor (subparagraph (A)) must check and state whether or not a priority rank is claimed under Section 136 of the Bankruptcy and Insolvency Act.
- A claim of landlord (subparagraph (B)) for disclaimer of lease must be completed with full particulars and calculations.
- A secured creditor must complete subparagraph (C) and attach a copy of the security documents.
- A farmer, fisherman or aquaculturist must complete subparagraph (D).
- A wage earner must complete subparagraph (E), if applicable.
- Section F must be completed with regard to a pension plan.
- A claim against director(s) (subparagraph (G)), in a proposal which compromises a creditor's claim, must contain full particulars and calculations.
- A customer of a bankrupt securities firm must complete subparagraph (H).

PARAGRAPH 5 OF THE PROOF OF CLAIM

- The claimant must indicate whether he/she **is** or **is not related** to the debtor, as defined in the Bankruptcy and Insolvency Act, by striking out that which is not applicable.

PARAGRAPH 6 OF THE PROOF OF CLAIM

- The claimant must attach a detailed list of all payments received and/or credits granted, as follows:
 - a) within the **three months** preceding the initial bankruptcy event, in the case where the claimant and the debtor are **not related**;
 - b) within the **twelve months** preceding the initial bankruptcy event, in the case where the claimant and the debtor are **related**.
- PROXY**
 - a) A creditor may vote either in person or by proxy;
 - b) A debtor may not be appointed as proxy to vote at any meeting of the creditors;
 - c) The Trustee may be appointed as a proxy for any creditor;
 - d) In order for a duly authorized person to have a right to vote he must himself be a creditor or be the holder of a properly executed proxy. The name of the creditor must appear in the proxy.

PROOF OF CLAIM

(Section 50.1, Subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 81.5, 81.6, 102(2), 124(2), 128(1),
and Paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

All notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:

In the matter of the Proposal of **9135-2310 Québec Inc.**, of the City of Oka, Province of Quebec, and the claim of

_____, creditor.

I, _____ (name of creditor or representative of
the creditor), of _____ (city and province), do hereby certify:

1. That I am a creditor of the above-named debtor (or that I am _____ (state position or
title) of _____ (name of creditor or representative of the creditor)).

2. That I have knowledge of all of the circumstances connected with the claim referred to below.

3. That the debtor was, at the date of the Notice of intention to make a proposal, namely **March 6, 2012**, and still is, indebted to the
creditor in the sum of \$ _____, as specified in the statement of account (or affidavit) attached and marked
Schedule "A," after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. (The attached statement of account or affidavit must
specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)

4. Check and complete appropriate category

A. UNSECURED CLAIM OF \$ _____
(Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)

That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and

(Check appropriate description)

Regarding the amount of \$ _____, I do not claim a right to a priority.
(Ordinary Creditor)

Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under section 136 of the Act.
(Preferred Creditor)

(Set out on an attached sheet details to support priority claim)

B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

C. SECURED CLAIM OF \$ _____

That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ _____ as security, particulars of which
are as follows:

(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security,
and attach a copy of the security documents.)

D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN OR AQUACULTURIST OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ _____

(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts).

FORM 31 (Continued)

- E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ _____
 - That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act in the amount of \$ _____
 - That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act in the amount of \$ _____

- F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ _____
 - That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act in the amount of \$ _____
 - That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act in the amount of \$ _____

- G. CLAIM AGAINST DIRECTOR \$ _____
 (To be completed when a proposal provides for the compromise of claims against directors.)

That I hereby make a claim under subsection 50(13) of the Act, particulars of which are as follows:
 (Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

- H. CLAIM OF A CUSTOMER OF A BANKRUPT SECURITIES FIRM \$ _____

That I hereby make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

5. That, to the best of my knowledge, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and have (or has) (or have not or has not) dealt with the debtor in a non-arm's-length manner.

6. That the following are the payments that I have received from, the credits that I have allowed to, and the transfers at undervalue within the meaning of subsection 2(1) of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of subsection 2(1) of the Act: (provide details of payments, credits and transfers at undervalue)

Dated at _____, this _____ day of _____

 Signature of creditor

 Signature of witness

Telephone number: _____ Fax number: _____

E-mail address: _____

NOTES: If an affidavit is attached, it must have been made before a person qualified to take affidavits.
 WARNINGS: A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor.
 Subsection 201(1) of the Act provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

PROXY

(Subsection 102(2) and paragraphs 51(1)e) and 66.15(3)b) of the Act)

In the matter of the Proposal of **9135-2310 Québec Inc.**

I, _____, of _____
 (name of creditor) (name of town or city)

a creditor in the above matter, hereby appoint _____ of _____, to be my proxyholder in the above matter, except as to the receipt of dividends, with (or without) power to appoint another proxyholder in his or her place.

Dated at _____, this _____ day of _____

 Signature of creditor

Per: _____
 Name and Title of Signing Officer

 Signature of witness

RSM Richter Inc.

RSM Richter Inc.

1981 McGill College Avenue, 12th Floor
Montreal, Quebec H3A 0G6
Telephone: 514.934.3400
Facsimile: 514.934.8603
E-mail: claims@rsmrichter.com

CANADA
Province of Quebec
District of: Quebec
Division No.: 18-Terrebonne
Court No.: 700-11-013149-127
Estate No.: 41-1598918

SUPERIOR COURT
Bankruptcy and Insolvency Act

Voting Letter

(Paragraphs 51(1)f) and 66.15(3)c) of the Act)

In the matter of the Proposal of
9135-2310 Québec Inc.

I, _____, creditor
(or I, _____, representative of _____, creditor)
of _____ (*name of town or city*), a creditor in the above matter for the sum of
\$ _____, hereby request the trustee acting with respect to the proposal of **9135-2310 Québec Inc.**
to record my vote _____ (**for or against**) the acceptance of the proposal as made on
September 6, 2012.

Dated at _____, this ____ day of _____ 2012.

Name of Individual Creditor (Please print)

Signature of Individual Creditor

Signature of Witness

- OR -

Name of Corporate Creditor (Please print)

Signature of Corporate Creditor

Signature of Witness

Name and Title of Signing Officer (Please print)